

Hervé QUATRELIVRE  
Administrateur Salarié d'Enedis

Monsieur Philippe de LADOUCKETTE  
Président  
Commission de Régulation de l'Energie  
15, rue Pasquier  
75379 – PARIS CEDEX 08

Objet : Réponse à la consultation du 24 mai 2016  
relative à la structure des tarifs TURPE

Le 24 juin 2016

Monsieur le Président,

En tant qu'administrateur salarié d'Enedis, j'ai lu avec attention la consultation publiée le 24 mai. Je me fais ici le porte-parole d'un grand nombre d'agents du Distributeur national, et vous trouverez ci-dessous l'expression de leur préoccupation.

Une fois de plus, nous avons affaire à un texte très technique, que seuls les experts peuvent totalement décoder, alors que TURPE 5 sera le premier tarif d'acheminement postérieur à la loi sur la Transition Energétique pour la Croissance Verte ainsi qu'à la COP21. Les réseaux seront au cœur de la révolution énergétique de ce siècle, et TURPE 5 doit être au rendez-vous de l'Histoire. La CRE a la responsabilité de construire un tarif favorable à l'investissement ; cohérent avec la structure de coûts d'Enedis ; compréhensible pour les consommateurs ; adapté à l'ensemble des évolutions majeures telles que l'autoconsommation, le stockage et la mobilité électrique ; nécessairement compatible avec des relations normales entre le concessionnaire et les autorités concédantes ; et dont le niveau doit être suffisant pour maintenir dans une trajectoire croissante la qualité de service apportée aux consommateurs.

La structure du tarif d'acheminement doit évoluer pour comprendre une part puissance plus importante, et ce pour deux raisons. La première est que les coûts d'Enedis sont des coûts d'infrastructure, donc essentiellement fixe. La deuxième est qu'au-delà de la maîtrise de l'énergie dans l'absolu, la maîtrise de la pointe de puissance permettra de lutter plus efficacement contre les gaz à effet de serre.

Comme l'indique Jacques PERCEBOIS dans une tribune de l'édition d'Enerpresse datée du 24 juin, il est temps de faire preuve de transparence dans les coûts en passant de 80 % de part variable dans le TURPE BT  $\leq$  36 kVA à 50 %. Ceci serait déjà un premier pas en direction de la vérité des prix.

De plus, la CRE a écrit dans la consultation du 16 février 2016 à propos des tarifs réglementés de vente (TRV) <sup>[1]</sup> : « [...] toute structure tarifaire qui ne refléterait pas les coûts de fourniture et d'acheminement de l'énergie que les fournisseurs supportent pour la fourniture de leurs propres clients, créerait des niches et des trappes tarifaires, c'est-à-dire des subventions croisées entre les clients d'une même option tarifaire. » Cette phrase a son pendant pour Enedis : Toute structure tarifaire qui ne refléterait pas les coûts (principalement fixes) d'acheminement de l'énergie que les gestionnaire de réseau de distribution (GRD) supporte pour l'alimentation des clients, créerait des niches et des trappes tarifaires, c'est-à-dire des subventions croisées entre les clients d'une même option tarifaire.

Concernant le signal prix relatif à la maîtrise de l'énergie, la part fourniture des TRV, et les taxes sont en très grande partie assises sur l'énergie consommée. Si l'on considère que l'acheminement ne représente que 27,8 % de la facture d'un client domestique<sup>[2]</sup>, la réduction de la part variable de l'acheminement de 80 % à 50 % ne remettrait pas en cause la force du signal existant sur la part l'énergie, tandis qu'il remettrait le TURPE en accord avec les principes tarifaires énoncés par les plus grands économistes.

Par ailleurs, le chapitre 3.2 de la consultation semble pérenniser le financement de la collecte du TURPE par les fournisseurs. Il semble que les acteurs ont oublié les travaux des GTE 2004 et GTE 2007, menés sous l'égide de la CRE avant l'ouverture du "marché" de l'électricité. Le consensus était que les GRD ne devaient plus avoir de relation contractuelle avec les clients, et que le fournisseur allait facturer et recouvrer la part acheminement. Dans les faits tous les clients particuliers, et 99% des clients professionnels sont en Contrat Unique (CU), seul 1% des clients professionnels sont aujourd'hui en Contrat d'Accès au Réseau de Distribution (CARD).

Certes, la prestation existe, mais les fournisseurs en ont la quasi-exclusivité, il est donc nécessaire de poser la question d'un possible abus de position dominante. De plus, le fournisseur doit nécessairement collecter la part fourniture et les taxes. Le surcoût pour le fournisseur induit par la collecte du TURPE ne semble pas établi. C'est pourquoi la meilleure solution me semble être de ne pas facturer cette prestation, et que la performance des fournisseurs s'exprime ici aussi pour le bénéfice des clients.

Si malgré l'argumentaire ci-dessus la CRE souhaitait rémunérer les fournisseurs, il me semblerait indispensable que cette rémunération soit la même pour tous les fournisseurs, à l'instar du TURPE qui est identique pour tous les fournisseurs. Ceci aurait l'avantage d'éviter des subventions croisées. Un tel financement devrait être basé sur des données auditable, correspondant à un fournisseur efficient, et devrait correspondre à la fraction des coûts réellement imputable à la collecte du TURPE.

Je m'inscris donc en faux contre le tableau de la page 37, qui semble attribuer au fournisseur la différence entre la composante de gestion des CARD et la composante de gestion des CU. Le système d'information d'Enedis spécifique aux CARD ne concerne que 1% de ses clients HTA et BT > 36 kVA. Ceci signifie que le coût par client est important, justifiant le niveau beaucoup plus élevé de la composante de gestion des CARD. Les fournisseurs ont développé des systèmes d'information pour 100% des clients particuliers et 99% des autres clients. Le coût unitaire est donc beaucoup plus faible, et le surcoût pour intégrer le TURPE est encore plus faible. Je considère donc que faire bénéficier les fournisseurs de l'écart entre les deux composantes de gestion serait un non-sens économique et poserait la question d'un enrichissement sans cause.

Au-delà, le TURPE doit favoriser l'investissement dans un cadre tarifaire lisible et stable, et doit être compatible avec des relations normales entre le concessionnaire et les autorités concédantes. La présente consultation n'évoque pas ce sujet, qui est reporté à une consultation durant les congés d'été. Les premiers éléments issus des audits en cours semblent indiquer qu'Enedis ne sera pas mieux traitée que GRDF pour l'ATRD 5. Il me semble donc déceler d'ores et déjà des écarts entre les orientations de politique énergétique exposées par la Ministre dans son courrier du 22 février 2016 et les travaux commandités par la CRE.

Alors que l'activité est en croissance, avec l'augmentation du nombre d'installations d'énergies renouvelables, les agents d'Enedis maintiennent un rythme de productivité élevé. Pour mémoire, l'entreprise compte 35 000 agents pour 35 millions de clients, soit un ratio de 1 agent pour 1 000 clients. Si elles étaient confirmées, les conclusions provisoires à l'emporte-pièce des audits auraient des conséquences intolérables pour les salariés, pour la qualité de service et pour les clients.

Nul n'ignore la situation financière délicate du groupe d'EDF. Si d'aventure TURPE 5 dégradait encore l'équation économique rendue déjà très tendue avec TURPE 4, cela pourrait reposer la question du niveau d'investissement d'Enedis. Si donc la CRE ne donnait pas les moyens à Enedis d'entretenir et de développer le réseau, propriété des autorités concédantes et vecteur majeur de la transition énergétique, elle devrait en assumer pleinement la responsabilité.

J'ose espérer que l'expression des agents d'Enedis sera prise en compte dans les travaux de la CRE, et dans l'attente vous rencontrer pour compléter ce courrier, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sincères salutations,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Zühl', with a long horizontal stroke extending to the right.

[1] Consultation publique sur la méthodologie de construction des tarifs réglementés de vente d'électricité en métropole continentale, CRE, 18 février 2016, page 8

[2] Marché de détail / Observatoire des marchés de l'électricité et du gaz T1 2016, CRE, page 18